

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 24 mai 2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 mai 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Site sis
45 route de Lhommaizé
86 410 Verrières

Références : 2022 390 UbD16-86 ENV86

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 mai 2022 du site sis 45 route de Lhommaizé 86 410 Verrières. L'inspection a été annoncée le 13 mai 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 45, route de Lhommaizé 86 410 Verrières
- Code AIOT dans GUN : 0007211980
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'exploitant du garage automobile sis 45 route de Lhommaizé à Verrières, non classé au titre de la réglementation des installations classées, a fait l'objet d'une visite d'inspection le 20 août 2015 au cours de laquelle il avait été constaté un stockage de véhicules hors d'usage (VHU), non enregistré, relevant du régime de l'enregistrement. L'arrêté préfectoral du 21 octobre 2015 l'avait mis en demeure de régulariser sa situation, en déposant un dossier d'enregistrement et d'agrément ou en cessant cette activité VHU conformément aux dispositions du code de l'environnement. Par courrier préfectoral du 23 février 2016, il avait été pris acte du respect de cette mise en demeure au vu des éléments transmis par l'exploitant.

Une visite d'inspection diligentée le 22 mars 2022 a de nouveau abouti au constat d'une activité de stockage / entreposage de VHU sur le site. L'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 a mis en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative (dépôt d'un dossier de demande d'exploiter ou mise en œuvre d'une procédure de cessation d'activité). L'exploitant indique planifier sa retraite pour la fin de l'année 2022. Les activités du garage automobile devraient être reprises. En outre, une nouvelle station essence (24/24) devrait remplacer l'actuelle (non classée au titre des ICPE).

Lors d'un entretien téléphonique avec l'inspection le 13 mai 2022, l'exploitant a sollicité une inspection afin que soit constatée l'évacuation des VHU.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- appréciation de la situation administrative au regard des activités VHU.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Exploitation d'une installation classée, sans enregistrement	Code de l'environnement, article L. 512-7	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 mai 2022	Échéance de la mise en demeure non échue (délai de 4 mois)

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a évacué la grande majorité des VHU qui étaient entreposés lors de la visite d'inspection du 22 mars 2022. Afin de répondre aux attendus réglementaires, il convient d'évacuer des derniers VHU et de procéder à des prélèvements de sols afin d'apprécier les impacts des précédentes activités.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Exploitation d'une installation classée, sans enregistrement

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 512-7
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation
Prescription contrôlée : <u>Article L. 512-7 du code de l'environnement</u> I. – Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. [...] <u>Article R. 512-46-25 du code de l'environnement</u> I. — Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II. — La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1. L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ; 2. Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3. La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4. La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. <u>Article R. 543-162 du code de l'environnement</u> Tout exploitant d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage doit en outre être agréé à cet effet. Cet agrément est délivré, suspendu ou retiré selon les modalités prévues à l'article R. 515-37 et à l'article R. 515-38. [...]
L'inspection du 22 mars 2022 ayant abouti au constat d'une exploitation, sans enregistrement ni agrément, d'une activité, relevant du régime de l'enregistrement, au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage), un arrêté de mise en demeure a été pris le 2 mai 2022. Son article 1 dispose : [...] dans un délai de 15 jours, l'exploitant fait connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ; • dans le cas où il opte pour le dépôt des deux dossiers, le dossier d'agrément doit être déposé dans un délai de deux mois, celui d'enregistrement sous quatre mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.) ; • dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les quatre mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement ; L'exploitant fournit dans le même délai un dossier justifiant de l'élimination en centre VHU agréé de l'ensemble des véhicules hors d'usage. [...]

Constats : Le 18 mai 2022, jour de l'inspection, il est constaté qu'il ne subsiste que quelques VHU derrière le garage :



Les VHU présents lors de la dernière visite d'inspection sur le parking revêtu attenant au garage, le long de la voirie « route de Lhommaizé », ont été évacués :



L'exploitant indique que les VHU ont été pris en charge par la société Métal fer.

Afin de répondre aux attendus de l'arrêté de mise en demeure du 2 mai 2022 (fixant un délai de 4 mois pour régulariser la situation en cas de cessation d'activité), l'exploitant doit :

- finaliser l'évacuation des VHU encore présents à l'arrière du garage ;
- transmettre un dossier justifiant l'élimination des VHU dans un centre agréé et décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite complémentaire

Proposition de suites : Sans objet